



Nations Unies

Assemblée générale

AG/10660

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale

Soixante-deuxième session

53^e & 54^e séances plénières – matin & après-midi

**L'ASSEMBLÉE PASSE EN REVUE LE FONCTIONNEMENT DU FONDS CENTRAL
D'INTERVENTION, DE L'APPROCHE SECTORIELLE ET DU SYSTÈME DES
COORDONNATEURS HUMANITAIRES**

L'Assemblée générale a examiné aujourd'hui la question du renforcement de la coordination de l'aide humanitaire fournie par les organismes des Nations Unies, en cas de catastrophes naturelles ou de conflits. Les 40 délégations qui se sont exprimées ont passé en revue le fonctionnement des nouveaux mécanismes de coordination que sont le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, le principe de la responsabilité sectorielle et le système des coordonnateurs humanitaires.

/...

***RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DES SECOURS EN
CAS DE CATASTROPHE FOURNIS PAR LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES, Y COMPRIS
L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE***

/...

c) Assistance au peuple palestinien

/...

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (A/62/82)

Le présent rapport rend compte des efforts déployés par les organismes des Nations Unies, en collaboration avec leurs partenaires palestiniens et ceux des donateurs, pour venir en aide à la population et aux institutions civiles palestiniennes. Il indique que la période de mai 2006 à avril 2007 a été marquée par une forte récession de l'économie palestinienne et l'aggravation de la situation socioéconomique et humanitaire de la population. Nombre de donateurs ont réexaminé leur politique d'assistance à l'Autorité palestinienne au regard des trois principes énoncés en janvier 2006 par le Quatuor pour le Moyen-Orient. Le Gouvernement israélien a, par ailleurs, continué de bloquer le transfert des recettes fiscales qu'il encaisse au nom de l'Autorité palestinienne, à l'exception d'un transfert effectué au début de 2007. De ce fait, malgré une aide accrue, l'Autorité palestinienne doit faire face à une crise budgétaire qui ne cesse d'empirer, ce qui aggrave la situation déjà précaire du Territoire palestinien occupé. Le rapport précise en outre que ces faits se sont déroulés sur fond de violence incessante entre Israéliens et Palestiniens, ainsi qu'entre Palestiniens, ce qui a coûté la vie à des victimes innocentes des deux côtés.

/...

Débat interactif

/...

M. HJÁLMAR W. HANNESSON (Islande) ... Abordant la question de l'assistance au peuple palestinien, il a rappelé à la suite du Secrétaire général dans son rapport la nécessité de poursuivre et de renforcer cette assistance, en particulier auprès des femmes et des enfants, qui sont tout particulièrement vulnérables en situation de crise. ...

/...

M. RIYAD H. MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine, a spécifié que sept Palestiniens sur 10 vivent dans la pauvreté dans les territoires occupés, et que l'économie du pays est en dessous de son niveau d'il y a 10 ans à cause des restrictions de mouvement imposées par Israël sur le peuple palestinien et les biens. La situation est d'autant plus préoccupante dans la bande de Gaza que l'occupation israélienne a plongé le territoire dans un chaos économique et social, s'est-il indigné. Il a fustigé la punition collective infligée par l'occupant aux populations civiles, en faisant également référence à la fermeture des six points de liaison situés à Gaza, réduisant ainsi l'acheminement des biens ainsi que leurs exportations. Des projets de construction, estimés à des dizaines de millions de dollars, et mis en œuvre par l'UNRWA, le PNUD ou d'autres agences, ont également été suspendus, a-t-il poursuivi. Il a en outre déclaré que l'économie palestinienne a souffert d'un manque à gagner équivalent à 8,4 milliards de dollars ces cinq dernières années, avant d'affirmer que la suspension de l'aide humanitaire aux autorités palestiniennes début 2006 a eu des conséquences durables néfastes sur l'économie, et qu'en conséquence à peu près deux tiers des enfants à Gaza souffrent d'anémie, et 51% de la population est sous-alimentée. Il a en outre milité pour que les organes de coordination d'aide soient revitalisés et s'est félicité des résultats de la réunion du Comité spécial de liaison qui s'est tenue à New York, le 24 septembre 2007, et qui a confirmé l'engagement de la communauté internationale à soutenir l'Autorité palestinienne dans la construction d'institutions viables et efficaces. Il a conclu en déclarant beaucoup attendre de la conférence des donateurs à Paris qui doit changer, a-t-il voulu, la nature fragmentée de l'aide. L'aide, a-t-il ajouté, demeure largement fondée sur des positions politiques à court terme plutôt que sur une vision collective à long terme. Le plan sur la réforme et le développement que l'Autorité palestinienne a élaboré pour la période allant de 2008 à 2010 doit être vu comme ayant valeur de test pour l'appui de la communauté internationale à la reconstruction, à la relance et à la croissance économique des territoires palestiniens.

/...

M. AHMED AL-JARMAN (Émirats arabes unis) ...

/...

Le délégué a ensuite attiré l'attention sur l'appui de son pays au peuple palestinien durant les crises humanitaires causées par les « politiques cruelles et hostiles imposées par les forces d'occupation israéliennes ». Les Émirats arabes unis ont ainsi décidé de doubler en 2008 leur contribution à l'UNRWA, cela après avoir versé en août dernier 80 millions de dollars pour soutenir le budget de l'Autorité palestinienne. Le représentant a de plus ajouté que son pays, par le biais de l'autorité du Croissant-Rouge, a contribué à hauteur de plus de 120 millions de dollars à diverses initiatives récentes d'assistance menées en Palestine. M. Al-Jarman a finalement pressé les pays donateurs à augmenter cette assistance au peuple de la Palestine et à son gouvernement pour soulager leurs souffrances dans l'attente de la fin de l'occupation israélienne et la création d'un État palestinien indépendant.

/...

M. ABOU EL MAKAREM HUSSEIN(Égypte) ...

/...

... D'autre part, M. EL MAKAREM a attiré l'attention sur la réalité du peuple palestinien, la qualifiant de « tragédie humaine » qui appelle un renforcement des efforts d'assistance de la communauté internationale. Il a à cet égard fait observer que l'UNRWA devrait être en mesure d'assumer son rôle dans les territoires palestiniens et a souhaité qu'Israël respecte l'Accord sur l'accès et le mouvement.

/...

M. ANDRIES OOSTHUIZEN (Afrique du Sud) ...

/...

... Le représentant a ensuite attiré l'attention sur la situation dans les territoires palestiniens occupés, soulignant combien il est important de garantir l'acheminement de nourriture, de médicaments et de carburant au peuple palestinien pour lui permettre de vivre et travailler dignement. En ce qui concerne la phase de reconstruction des pays touchés par une catastrophe humanitaire, le délégué a plaidé pour un renforcement des mécanismes en place, en suggérant que les besoins en matière de relèvement soient pris en compte dès le déploiement des opérations d'assistance.

/...

M. DANIEL CARMON (Israël) a regretté que la déclaration de la délégation palestinienne sur le rapport du Secrétaire général relatif à l'assistance palestinienne (A/62/82) ait été de nature politique au lieu de se concentrer sur la réalité. Le représentant a évoqué les « complexités » du Moyen-Orient, comme, notamment, la violence entre Palestiniens et le terrorisme palestinien. Il a demandé aux États Membres présents dans la salle de se concentrer sur la réalité sur place, marquée par de nombreuses initiatives d'assistance au peuple palestinien que « le représentant palestinien semble ignorer ». M. Carmon a notamment mentionné un projet d'évacuation des eaux usées mené dans la bande de Gaza sous la direction de la Banque mondiale et les programmes éducatifs à destination des jeunes palestiniens que soutient Israël depuis 15 ans dans le cadre du centre MASHAV pour la coopération internationale.

Le représentant a aussi indiqué que son pays, « contrairement à ce qui a été dit plus tôt », a débloqué quelque 250 millions de dollars en taxes et revenus douaniers qui seront transférés d'ici à la fin de l'année, conformément aux vœux des Palestiniens. M. Daniel Carmon a ensuite affirmé qu'Israël croit fermement que le Gouvernement palestinien en place offre la possibilité d'avancer sur la voie de la paix, ce qui explique la réouverture des points de passage en Cisjordanie afin de permettre le déploiement des forces de sécurité palestiniennes. Les Palestiniens doivent réaliser que la sécurité d'Israël est dans leur intérêt et que tant que continueront les tirs de roquettes sur les civils de Sderot et les villes israéliennes, les restrictions seront maintenues.

/...

* *** *